

PROCÈS VERBAL
DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES
DU PAYS DE COLOMBEY ET DU SUD TOULOIS
BUREAU COMMUNAUTAIRE

SEANCE DU : 2 octobre 2019

Nombre de membres du bureau communautaire en exercice : 18

Nombre de membres du bureau communautaire présents :

Nombre de votants :

Date de convocation : 25 septembre 2019 Date d'affichage :

L'an deux mille dix neuf , le deux octobre

Le Bureau communautaire, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi à Colombey les Belles ,
sous la présidence de Monsieur Philippe PARMENTIER

Conformément à l'art L 2121-15 du CGCT, le secrétaire de séance est nommé

Secrétaire de séance : Monsieur Patrick AUBRY

Membres du bureau communautaire :

COMMUNES	MEMBRES TITULAIRES	PRESENTS	POUVOIRS	EXCUSES	ABSENTS
OCHEY	Philippe PARMENTIER			X	
VANNES LE CHATEL	Nathalie HAMEAU KINDERSTUTH	X			
MONT LE VIGNOBLE	Jean Pierre CALLAIS	X			
GIBEAUMEIX	Denis KIEFFER	X			
FAVIERES	Chrystophe BLANZIN	X			
BATTIGNY	Denis THOMASSIN	X			
BLENOD LES TOUL	Maurice SIMONIN			X	
BARISEY LA COTE	Pascal CHRISTOPHE	X			
MOUTROT	Guy CHAMPOUGNY	X			
CREZILLES	Patrick AUBRY	X			
ALLAMPS	Jean François BALTARD	X			
ABONCOURT	Joël BAUDY	X			
BULLIGNY	Bertrand DELIGNY				X
COLOMBEY LES BELLES	Michel HENRION	X			
COLOMBEY LES BELLES	Adolphe REGOLI			X	
SAULXURES LES VANNES	Pascal KACI				X
GEMONVILLE	Alain GODARD	X			
BAGNEUX	Germain GRANDJEAN				X

Autre personne présente : Monsieur Xavier LOPPINET

1- Développement Economique

- 1.1 – point sur le projet côte à côte
- 1.2 – BC-2019-1388 - Validation étude technique pour lavage de laine
- 1.3 – BC-2019-1389 - Location d'un bureau à AGRINOVAL pour le Pays
- 1.4 – BC-2019-1390 - Location d'un bureau à AGRINOVAL pour un projet en infographie

2 - Environnement

- 2.1 – BC-2019-1391 - Entrées / Sorties du SDAA
- 2.2 – Présentation des Bouvades par LOANNA

3 - Culture

- 3.1 – Information sur le déroulement du festival des contes aux 4 vents

4- Services aux communes

- 4.1 – Point sur modifications règlement AMO
- 4.2 – BC-2019-1392 - Groupement de commande papier – 2020 – choix du candidat

5- affaires et informations diverses

1- DEVELOPPEMENT ECONOMIQUE

1.1 – POINT SUR LE PROJET COTE A COTE-

Présenté par Monsieur Alain GODARD, vice-président du pôle économique

Informations transmises aux communes

Plusieurs maires considèrent que le niveau d'information des communes par rapport au projet Côte à Côte n'est pas suffisant. Cela concerne en particulier les rétrocessions faites lors du dernier CLA (comité local d'attribution) du 8 septembre 2017 sur les communes de Pagney et Blénod. Ces terrains sont actuellement engagés en attribution.

Il est proposé que les décisions du CLA soient dorénavant envoyées directement aux maires concernées afin d'assurer le même niveau d'information pour tous les membres du COPIL.

La SAFER précise également que dans le cadre du projet, elle envoie la publicité aux mairies concernées après les rétrocessions. Ce document permet d'identifier la parcelle et de connaître l'acquéreur.

Veille foncière

La veille doit être réalisée sur la zone AOC des 2 EPCI, elle permet à la SAFER de réaliser de nouvelles acquisitions dans le but de former des ilots exploitables.

La question du responsable de ce suivi est posée. Après vérification des termes de la convention de concours technique signée en février 2014 par la CC2T, la CCPCST, la SAFER, l'ODG et la CDA54, il apparaît que cette mission revient à la SAFER dans le cadre du projet Côte à Côte. La SAFER rappelle qu'elle intervient uniquement lorsque la maîtrise foncière permet la constitution d'ilots sur la zone AOC.

Les informations concernant l'ensemble des notifications de ventes du foncier sont consultables sur l'outil Vigifoncier de la SAFER. La CC2T est abonnée à ce service pour les communes de la zone AOC présentes sur son territoire.

BVSM et remembrement de Bulligny

La question des Biens Vacants Sans Maître est abordée par les viticulteurs. Les communes de Mont le vignoble, Blénod les Toul et Charmes la côte avaient pour projet de délibérer sur ce sujet mais pour le moment le projet est en attente.

Le remembrement de Bulligny est en cours. Un problème nouveau se pose, celui des mesures de compensation qui sont imposées par l'État lors du défrichement de certaines parcelles.

Cette problématique est remontée au Ministère par l'intermédiaire du député local. Pour le moment, la question n'est cependant pas réglée.

Ce remembrement devrait permettre de libérer de grandes surfaces viticoles :

- 4,5 ha maîtrisés par la SAFER dans le cadre du projet,
- plusieurs autres hectares qui seront probablement revendus lorsque que l'aménagement foncier sera terminé.

Attribution des parcelles maîtrisées avant rétrocessions aux collectivités

Le GFA précise qu'il souhaite acheter des parcelles qui peuvent être rapidement plantées. Les statuts du groupement vont d'ailleurs dans ce sens. Le GFA ne sera pas intéressé par des parcelles trop petites. Il va cependant étudier les possibilités d'acquisitions. Pour cela, la SAFER transmettra au groupement les cartes foncières détaillées afin que le GFA puisse se positionner.

Avant la rétrocession aux collectivités, il est décidé que les parcelles restantes seront proposées en premier lieu au GFA et ensuite aux viticulteurs.

Nouvelles installations

Le COPIL donne son accord pour que la publicité soit lancée afin de trouver de nouveaux candidats.

Ceux-ci pourraient s'installer sur :

- Bulligny : 4,5 ha maîtrisés par la SAFER et qui seront regroupés en 2 ou 3 ilots grâce au remembrement,
- Lucey : terrains actuellement proposés en location par un viticulteur de Lucey qui part à la retraite (environ 5,6 ha de vignes déjà productives).

Les viticulteurs font remarquer que l'entretien des jeunes vignes entraîne beaucoup de travail les premières années de plantation. La question de la planification des plantations par pallier devra être abordée avec les éventuels nouveaux viticulteurs identifiés par le CLA.

Le bilan de l'action

Le bilan global de l'action est jugé positif, les objectifs sont dépassés : 3 installations, 20 ha maîtrisés par la SAFER, 30 ha vendus directement suite au lancement de côte à côte. Le projet a été inventif et inspire de nombreux territoires (2 délégations sont venues en 2018 et 2019). De plus, il s'est déroulé sur moins de 5 ans, ce qui est très court au regard de la complexité des problématiques foncières de la zone AOC.

Les surfaces disponibles non rétrocédées à des exploitants sont actuellement de 4,8 ha pour la CC2T et de 6,3 ha pour la CCPCST. Le remembrement en cours de la commune de Bulligny devrait améliorer ce bilan, et faire diminuer ces surfaces de parcelles satellites.

Les viticulteurs font remarquer que le travail doit se faire sur le long terme. Le morcellement est une problématique récurrente en zone de côteaux, il serait pertinent que la veille foncière puisse continuer après 2020. La SAFER explique qu'elle pourrait continuer le travail de consolidation des ilots sans préfinancement des collectivités. Les viticulteurs souhaitent éviter que les terrains acquis soient à nouveau « remorcelés ».

Il est ensuite demandé à la SAFER de fournir une estimation des frais liés aux rétrocessions des parcelles restantes vers les EPCI. Ces rétrocessions devraient avoir lieu en 2020. Les collectivités souhaitent avoir cette information afin de prévoir les budgets liés à cette opération en 2020. Ces éléments financiers vont conditionner l'engagement futur des collectivités dans la poursuite du projet.

1.2 – BC-2019-1388 - VALIDATION ETUDE TECHNIQUE POUR LAVAGE DE LAINE

ETUDE DE LAVAGE DE LAINE

A. Descriptif sommaire de l'idée

Une unité de lavage de laine a pour objet de répondre aux attentes des producteurs ovins locaux mais également de réduire les frais logistiques et de garantir la traçabilité de la laine sur des petites quantités. Cette laine servira en particulier pour la fabrication des matelas, couvertures, oreillers, ... dans le cadre des activités de la SCIC De Laine en Rêve, mais également pour des producteurs ovins souhaitant avoir une forte traçabilité de leur laine afin de la valoriser au mieux. L'idée du projet est de déterminer le cahier des charges pour la réalisation d'une unité de lavage de laine de capacité de 500 kg/j.

B. Objectif de l'étude

Il s'agit de réaliser une étude permettant de définir les cahiers des charges : de l'unité de lavage de laine et des unités de traitement de l'eau en amont et en aval de l'unité de lavage

C. Finalité

Cette étude permettra de valider la faisabilité sur le territoire du développement d'une telle activité, a priori dans le cadre de l'expérimentation territoire 0 chômeur longue durée.

D. Enjeu

Les enjeux pour le territoire sont multiples : la réalisation d'une unité de lavage de laine locale permettra de stabiliser les emplois associés à l'activité de fabrication de matelas, une meilleure valorisation de la laine locale et permettra également la création de nouveaux emplois. Parallèlement, cette laverie pourrait s'inclure dans un système plus large de zone artisanale ou industrielle avec une gestion mutualisée des utilités.

L'étude technique est confiée à deux groupes d'étudiant de Polytech Nancy (ESSTIN) selon la répartition suivante :

- Développement du cahier des charges d'une unité de lavage de laine :

Pour ce faire, une étude permettant de concevoir une ligne de lavage de laine en se basant sur les anciens équipements et sur les préconisations en termes de qualité de laine

- Développement du cahier des charges des unités de traitement de l'eau amont et aval du process

E. Livrables Agria Grand Est rédigera un rapport de synthèse au format PDF et restituera oralement les résultats lors d'une réunion de synthèse, en s'appuyant sur un support power point qui sera également transmis à la collectivité. Deux rapports intégrant les cahiers des charges seront restitués au format PDF

F. Délai

Durée du projet : 12 mois à signature de la commande.

Le coût de ce diagnostic est de 15 000 € HT (soit 18000€TTC).

Après en avoir délibéré, les membres du bureau communautaire,

VALIDENT cette étude de faisabilité d'une unité de lavage de laine

AUTORISENT le Président à signer le bon de commande de l'étude AGRIA Grand Est et tout document découlant de cette décision

AUTORISENT le Président à solliciter le dispositif LEADER afin de financer cette étude, ainsi que tout autre financeur potentiel et s'engagent à autofinancer la part non subventionnée.

1.3 – BC-2019-1389 - LOCATION D'UN BUREAU A AGRINOVAL POUR LE PAYS TERRES DE LORRAINE

Le Pays Terres de Lorraine souhaite louer 1 bureau pouvant accueillir deux personnes : un chargé de mission alimentaire et un coordinateur des contrats locaux de santé, Le locataire déclare donc s'engager dans le cadre de cette convention à une implantation provisoire dans la « Pépinière AGRINOVAL » pour la durée de la mission et dans l'attente d'une relocalisation dans les futurs locaux de la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulousain.

La Communauté de communes met à disposition :

- Le bureau N°4 d'une surface de 35,5m²

Dans le cadre des accords passés entre le Pays Terres de Lorraine et les 4 communautés de communes qui le composent, le loyer est calculé sur une base de 5€/mois/m² en TTC.

Aussi, l'OCCUPANT s'engage à verser un loyer annuel, hors taxes de **DEUX MILLE CENT TRENTE euro TTC** (2130 € TTC) — en douze termes égaux d'un montant de **CENT SOIXANTE DIX SEPT euro CINQUANTE centimes TTC** (177.50 € TTC) - à terme échu et au plus tard le 05 du mois suivant.

Après en avoir délibéré, les membres du bureau communautaire,

VALIDENT la location du bureau n° A au Pays Terres de Lorraine sur la base d'un loyer mensuel de 117,50 € TTC

AUTORISENT le Président à signer la convention d'occupation précaire avec Pays Terres de Lorraine

1.4 – BC-2019-1390 - LOCATION D'UN BUREAU A AGRINOVAL POUR UN PROJET EN INFOGRAPHIE

Location d'un bureau à AGRINOVAL à un porteur de projet pour installation en infographie

Mr Aubry David est suivi depuis plusieurs mois par l'ADTL (Amélie Freyhuber) pour son projet de création d'entreprise en infographie et communication. Il a déposé une ouverture en autoentrepreneur pour l'entreprise « FOXEL Communication »

Le N° de Siret sera attribué en fin de semaine 40

Mr Aubry souhaite louer le bureau N° 3 de 12 m²

La date prévisionnelle d'entrée et d'état des lieux est fixée au jeudi 24/10/19.

La remise des **clés** se fera contre versement de la caution de 120€TTC

Le tarif de location est de 8.34€HT au M2 soit 100€HT soit 120€TTC par mois, 1200€HT par an soit 1440€TTC par an.

Aussi, l'OCCUPANT s'engage à verser un loyer annuel hors taxes de **MILLE QUATRE CENT QUARANTE euro TTC (1440 € TTC)** — en douze termes égaux d'un montant de CENT VINGT euro TTC (120€ TTC) - à terme échu et au plus tard le 05 du mois suivant.

Après en avoir délibéré, les membres du bureau communautaire,

VALIDENT la demande de location d'un bureau à la pépinière AGRINOVAL de Mr David AUBRY pour le compte de l'entreprise « FOXEL Communication » en échange d'un loyer mensuel de 120 € TTC

AUTORISENT le Président à signer la convention d'occupation précaire avec Mr AUBRY David et tout document découlant de cette décision

2 - ENVIRONNEMENT

2.1 – BC-2019-1391 - ENTREE ET SORTIE DU SDAA

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L5211-18, L5211-19 et L5211-20 qui définissent les modalités d'admission et de retrait des collectivités d'un syndicat,

Vu les statuts du SDAA 54,

Vu la délibération n°14-2019 du SDAA 54 du 18 septembre 2019,

Après avoir pris connaissance des explications fournies par le Vice Président en charge de l'environnement

Après en avoir délibéré, les membres du bureau communautaire :

DECIDENT d'accepter à l'unanimité :

- les demandes d'entrée du SDAA 54 de :
 - La **COMMUNAUTE DE COMMUNES PAYS DU SANON** pour son périmètre entier
 - La commune **d'HAMONVILLE**
 - les demandes de sortie du SDAA 54 de :
 - La **COMMUNAUTE DE COMMUNES DU TERRITOIRE DE LUNEVILLE A BACCARAT** pour son périmètre de substitution (Azeraïlles, Baccarat, Bertrichamps, Brouville, Deneuvre, Flin, Fontenoy-la-Joûte, Franconville, Gélacourt, Glonville, Haudonville, Lachapelle, Lamath, Magnières, Merviller, Moyen, Pettonville, Thiaville-sur-Meurthe, Vacqueville, Vallois, Vathiménil, Veney)
 - La **COMMUNAUTE DE COMMUNES MOSELLE ET MADON**
 - La **COMMUNAUTE DE COMMUNES SEILLE ET GRAND COURONNE** pour son périmètre de substitution (Bratte, Moivrons, Villers-les-Moivrons)
 - La commune de **FENNEVILLER**

2.2 – PRESENTATION DES BOUVADES PAR LOANA

Comme prévu dans la convention, l'association LOANA propose aux élus du bureau communautaire une balade guidée de la Bouvade le 15 octobre.

3 - CULTURE

3.1 – INFORMATION SUR LE DEROULEMENT DU FESTIVAL DES CONTES AUX 4 VENTS

Présentation faite par le vice-président en charge de la culture, il informe que 2095 places ont été vendues c'est le double de la précédente édition. (5 € le coût d'une entrée, avec forfait 3 spectacles à 12 €))

Petite déception au regard de la couverture médiatique par la presse locale avant le début du festival.

Satisfaction de la prestation assurée par l'équipe « Matériel » de la fabrique.

Satisfaction de l'engagement des bénévoles (70 personnes bénévoles mobilisées)

Au niveau financier la communauté de communes du Pays de Colombey et du Sud Toulinois a budgété 40 000.00 € et 37 394.00 € de dépenses ont été réalisées. Il n'y a pas eu de réponse favorable en ce qui concerne le département pour une éventuelle subvention. 400,00 € a été attribué par le foyer rural de Moutrot

Les conteurs étaient de calibre international, des moments riches en émotions, on peut dire que le bilan est très satisfaisant surtout qu'il y a peu de ce genre de manifestation dans le Grand Est.

4- SERVICES AUX COMMUNES

4.1 – POINT SUR MODIFICATIONS REGLEMENT AMO

Nouvelles modalités techniques, administratives et financière des prestations d'AMO sur convention.

Prestations de services sur convention (délibération Conseil communautaire du 30/09/2010)

Il est proposé au Conseil Communautaire d'actualiser le cadre fonctionnel des missions AMO.

La convention fixe la rémunération forfaitaire de la mission AMO. Cette rémunération, décomposée par élément de mission, tiendra compte :

- a) De l'étendue de la mission, appréciée au regard du nombre et du volume des prestations demandées, de l'ampleur des moyens à mettre en œuvre, du mode de dévolution des travaux, des délais impartis
- b) Du degré de complexité de cette mission, apprécié notamment au regard du type et de la technicité du projet, de son insertion dans l'environnement, des exigences et des contraintes de celui-ci.

Toutes les missions décrites ci-dessous concernent uniquement des opérations de bâtiment. Chaque demande d'AMO dans un autre domaine sera traitée au cas par cas en fonction des compétences de l'équipe des services techniques.

Contenu du Management de projet assuré par les Services Techniques Intercommunaux

PHASE I – MISSIONS D'ETUDE PREALABLE : Mission forfaitaire 500 € : analyse de la problématique de définition des besoins techniques et financiers:

PHASE II - Assistance au maître d'ouvrage pour le montage des dossiers de subvention: Mission forfaitaire 1500 €

PHASE III : MISSIONS OPERATIONNELLES (facultatifs et rémunérés)

Volet A : Programme et choix du concepteur : Mission forfaitaire 2000 €

Volet B : Suivi de l'opération : tarif unitaire de 250 € journée

Règlement des comptes : Estimation des journées de prestations et montant de la rémunération

VENTILATION FINANCIERES PAR PHASES	Répartition %	Montant €
PHASE I – MISSIONS D'ETUDE PREALABLE		
Phase d'analyse de la problématique de définition des besoins techniques et financiers	FORFAIT	500 €
PHASE II – MISSIONS MONTAGE DE DOSSIERS ET RECHERCHE DE FINANCEMENT		

Elaboration et rédaction, suivi des dossiers de financement. Mission conseil dans la recherche de financement et l'élaboration des plans de financement	FORFAIT	1500 €
PHASE III : MISSIONS OPERATIONNELLES		

Ventilation de la rémunération		
Volet A : Programme et choix du concepteur	FORFAIT	2000 €
Volet B : Suivi de l'opération		
Chef de projet	250€/journée	
Diagnostic/esquisse à Avant-Projet Sommaire	35%	
Avant-Projet Définitif à Assistance aux contrats de travaux	20%	
Direction, exécution des travaux (50% de l'exécution des travaux)	40%	
Après réception des travaux	5%	

Il sera proposé au conseil communautaire que chaque commune puisse bénéficier d'une phase 1 (mission d'études préalables) gratuite par mandat.

4.2 – BC-2019-1392 - GROUPEMENT DE COMMANDE PAPIER – 2020 – CHOIX DU CANDIDAT

GROUPEMENT DE COMMANDE PAPIER

Le marché de commande a été lancé le 19 août 2019 par voie dématérialisée et par courrier pour solliciter les fournisseurs, 5 candidats ont été contactés :

- BUREAU VALLEE – TOUL
- SM BURO – SARREGUEMINES
- OFFICE DEPOT – FROUARD
- FIDUCIAL– VILLERS LES NANCY
- STYLO PEN – MESSEIN

13 communes et 8 autres structures sont portées adhérentes à ce groupement. Il est rappelé que le bureau communautaire a approuvé la création du groupement de commande et a désigné la CC comme coordonnateur du groupement (séance du 22.05.2019).

MAIRIES	Nom du Maire
Mairie ABONCOURT	Joël BAUDY
Mairie de BAGNEUX	Germain GRANDJEAN
Mairie de BLENOD LES TOUL	Jean-François OLAÏZOLA
Mairie de COLOMBEY les BELLES	Annie FLORENTIN
Mairie de CREPEY	Andrée ROUYER
Mairie de GEMONVILLE	Alain GODARD
Mairie de CREZILLES	Patrick AUBRY
Mairie de FECOCOURT	David BRUGMANN
Mairie de GRIMMONVILLER	Alexis BOUROT
Mairie de MOUTROT	Guy CHAMPOUGNY
Mairie d’OCHEY	Philippe PARMENTIER
Mairie de SELAINCOURT	Francis VALLANCE
Mairie de VANNES le CHATEL	Nathalie HAMEAU
Autres structures Ecoles – association- GIP - CC	Nom du responsable
SIRPI AGV – VANNES	Nathalie HAMEAU
GIP EVA – Ochey	Mary BICHET
SIS Ochey-Moutrot-Crézilles – élémentaire	Séverine CAREL

SIS Ochey-Moutrot-Crézilles-maternelle	Karine MORYN
Communauté de Communes du Pays de Colombey et Sud Toulais	Philippe PARMENTIER
GIP Bien Vieillir en Pays de Colombey	Claire-Marie LEMONIER
ESAT d'ALLAMPS	Philippe STAFFENBACH
Citoyens et Territoires	Kristell JUVEN

Un seul fournisseur a répondu, il s'agit de SM BURO (actuellement prestataire pour les fournitures administratives). Sa proposition financière semble être attractive puisque tous les tarifs mentionnés sur le BPU sont environ 12 % moins chers que ceux du prestataire actuel STYLO PEN (titulaire du marché actuel 2014-2019). Il est proposé de retenir SM BURO pour ce marché qui sera effectif au 1^{er} janvier 2020 et de ne pas relancer de consultation.

Après en avoir délibéré, les membres du bureau communautaire, à l'unanimité

- **VALIDENT** la proposition de retenir SM BURO pour le marché de groupement de commandes papier.
- **AUTORISENT** le président à signer tous les documents nécessaires découlant de cette délibération

Ordre d'arrivée des délibérations de la séance

BC-2019-1388 - Validation étude technique pour lavage de laine
BC-2019-1389 - Location d'un bureau à AGRINOVAL pour le Pays
BC-2019-1390 - Location d'un bureau à AGRINOVAL pour un projet en infographie
BC-2019-1391 - Entrées / Sorties du SDAA
BC-2019-1392 - Groupement de commande papier – 2020 – choix du candidat

Levée de séance 23 h 30

Pour extrait conforme,
Le Président,
Philippe PARMENTIER